

le gouvernement ajoute une somme égale. L'expérience de ces programmes a démontré que des employeurs exploitent les jeunes travailleurs et profitent de leurs services pendant une période qui varie de trois à six mois. Ils les remercient ensuite et les remplacent, pour tirer de nouveau avantage du programme de subventions salariales. Les employés ne font que tourner en rond. Ces programmes ne leur apportent rien de bien positif; ils ne permettent pas non plus de corriger l'épineux problème du chômage.

Les données statistiques passent sous silence d'autres aspects du chômage. Certains services ont relevé les effets à long terme des périodes prolongées de chômage sur les personnes et les familles. Les données n'indiquent pas, par exemple, la hausse du taux de criminalité, de ruptures conjugales, de suicides, et les autres conséquences à long terme du chômage sur les comportements sociaux au Canada. Mais les manifestations n'échappent à personne; elles appellent une nouvelle politique et des programmes qui nous aideraient à sortir de ce bourbier.

Le gouvernement actuel ne se rend pas compte que les problèmes avec lesquels nous sommes aux prises aujourd'hui ne datent pas d'hier et qu'il ne peut pas les attribuer tous à des facteurs internationaux. Ce sont les programmes politiques vagues et à court terme que le gouvernement s'est obstiné à appliquer depuis bon nombre d'années en dépit du fait qu'ils étaient manifestement mauvais et ne servaient pas les intérêts à long terme du pays ou de la forte majorité des Canadiens qui sont à l'origine de nos problèmes actuels. Le gouvernement n'a pas su résoudre le plus évident de ces problèmes, soit la faiblesse fondamentale de notre structure économique. Cette faiblesse découle de la domination illimitée de nos industries manufacturières et de nos ressources par les investisseurs étrangers, et de notre manque total de contrôle sur l'exploitation de ces secteurs vitaux de notre économie. Ce manque de contrôle a eu un effet dévastateur dans l'industrie manufacturière secondaire au Canada et a entraîné la fermeture de succursales les unes après les autres. On ne les a pas fermées parce que beaucoup d'entre elles n'étaient plus rentables, mais simplement parce qu'on a décidé d'approvisionner le marché canadien à partir d'autres sources, les États-Unis dans la plupart des cas. Dans bien des cas, nous avons perdu non seulement des emplois, mais aussi les techniques qui y étaient liées et la technologie que les produits fabriqués avaient permis de développer. L'industrie de l'électrotechnique et de l'électronique en est un exemple parfait. Il n'y a pas si longtemps, cette industrie était un élément puissant et en pleine expansion de notre économie. Il n'y a qu'à voir ce qu'elle est devenue aujourd'hui, surtout en ce qui concerne l'électroacoustique et la télévision. Il n'est maintenant plus possible d'acheter une radio de fabrication canadienne. Pourtant, il y a dix ans, cette industrie employait plus de 15,000 Canadiens. Nous ne pouvons plus acheter de chaîne stéréophonique de fabrication canadienne. Toutes les chaînes vendues aujourd'hui sont fabriquées à l'étranger. Pourtant, il y a dix ans, cette industrie employait plus de 50,000 Canadiens. Quant aux postes de télévision, je ne crois pas me tromper en disant qu'il ne nous reste plus qu'un seul fabricant aujourd'hui, lequel éprouve de sérieuses difficultés et a décidé ou envisage de fermer boutique. Cela veut dire que, dans quelques années, il sera impossible d'acheter une télévision de fabrication canadienne.

L'importation de produits électroniques est tout simplement honteuse pour un pays industriel qui était autrefois en plein

essor. Cela fait malheureusement ressortir la situation déplorable dans laquelle les gouvernements actuels et précédents ont plongé notre économie. La raison de cet état de choses est parfaitement évidente, sauf pour le gouvernement. Ces usines ont été construites ici simplement pour approvisionner et exploiter les marchés canadiens. Comme ces marchés sont maintenant saturés de marchandises fabriquées dans ces usines, ces dernières ferment leurs portes et désormais des fabriques situées à l'étranger répondront à nos besoins. Aucun secteur manufacturier n'a réussi à y échapper, que ce soit dans l'industrie de la chaussure, du vêtement, du caoutchouc de l'automobile ou dans d'innombrables d'autres secteurs secondaires de la fabrication au Canada.

● (2020)

Que dire du secteur primaire? Les gouvernements les uns après les autres ont causé des torts flagrants à ce secteur pour en tirer des gains à court terme sans tenir compte de nos générations actuelles et futures. On a prétendu que la génération actuelle n'a pas le droit d'exploiter ces ressources sans tenir compte des besoins de nos générations futures et j'en conviens. Je soutiendrai même que la raison pour laquelle nous débattons aujourd'hui cette motion sur le chômage des jeunes, c'est que nos ressources ont été mal gérées au fil des années.

Je m'aperçois que mon temps de parole est sur le point d'expirer.

M. Blais: Allez-y!

M. Young: Les députés consentent à l'unanimité à ce que je continue, mais je regrette de devoir le dire, tout indique que le gouvernement actuel et les autres gouvernements vont persévérer dans leur politique, même si de toute évidence elle est vouée à l'échec et si, à longue échéance, elle joue continuellement au détriment de notre pays.

Si le gouvernement actuel avait la volonté de s'attaquer à ce problème, nous pourrions vraisemblablement trouver une solution non seulement au problème du chômage chez les jeunes, mais aussi à celui du chômage cyclique dont notre économie souffre depuis trop longtemps. Le gouvernement pourrait apporter au moins un remède et un remède très efficace encore, car le secteur privé à l'heure actuelle ne semble ni vouloir ni vouloir le faire. Chacun sait que pour chaque emploi créé dans le secteur de la construction des logements, il s'en crée immédiatement trois dans les secteurs connexes, que ce soit dans la plomberie, l'ameublement, l'électro-ménager comme les réfrigérateurs. A longue échéance, pour chaque emploi créé dans le secteur de la construction, de la construction de logements par exemple, la preuve est faite qu'il s'en crée 25 dans les secteurs connexes. Il me semble que si le gouvernement instaurait ce genre de programme et intervenait dans le secteur de la construction domiciliaire, non seulement il ferait œuvre utile sur le plan social mais il contribuerait aussi à fournir aux Canadiens des emplois dont ils ont désespérément besoin. L'argent entrerait dans l'économie au lieu d'en sortir.